



VILLE DE GUIPAVAS

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE

Date et heure limites de réception des offres

Le 8 juin 2018 à 12 Heures

Règlement de la Consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
1.5 – CLASSIFICATION CPV	5
<u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>5</u>
2.1 - DELAIS DE LIVRAISON	5
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	5
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	5
2.5 – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	6
<u>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	<u>13</u>
6.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	13
6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	12
<u>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>15</u>
<u>ARTICLE 8 : VOIES DE RECOURS</u>	<u>15</u>

L'Acheteur public conseille fortement aux candidats de répondre directement en ligne, via le formulaire « MPS », disponible sur la plateforme de dématérialisation.



Un nouveau dispositif national au service des entreprises

UN DISPOSITIF NOVATEUR : LE MARCHÉ PUBLIC SIMPLIFIÉ (MPS)

Qu'est-ce que c'est?

Le Marché Public Simplifié (MPS) vous permet de répondre à un marché public avec uniquement votre numéro SIRET. Le nombre d'informations demandées est réduit.

Quels sont les avantages du dispositif?

- Vous n'avez plus à produire toutes les pièces de candidature (formulaires DC1, DC2...)
- Vous n'avez plus à envoyer le dossier papier
- Un gain de temps
- Un envoi moins coûteux
- Un accès sécurisé et rapide à vos informations confidentielles

COMMENT CELA FONCTIONNE ?

Recherche facilitée, sur la plateforme, d'une consultation grâce au logo



Comment déposer votre candidature?

Une fois connecté, renseignez votre numéro de SIRET. Vous devrez compléter le formulaire pré-rempli avec vos données d'identité.

Vous n'aurez plus qu'à compléter:

- ☐ La déclaration sur l'honneur sur les obligations fiscales, sociales et assurances.
- ☐ Des éléments relatifs à vos capacités financières et à vos effectifs

Comment déposer votre offre?

Vous devez ensuite joindre votre offre technique et commerciale.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne **LA FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE.**

1.2 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 42 – 1^o de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 66 à 68 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum, d'une durée de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2018, reconductible trois fois pour se terminer au 31 décembre 2021.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 10 lots désignés ci-dessous.

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Viande fraîche de bœuf, de veau,
2	Viande fraîche de porc, d'agneau
3	Charcuterie
4	Volailles
5	Surgelés
6	Epicerie
7	Fruits et légumes frais, 4 ^{ème} et 5 ^{ème} gamme
8	Produits laitiers et ovoproduits
9	Produits laitiers issus de l'agriculture biologique
10	Glaces bio

S'agissant de marchés à bons de commande, le montant des prestations hors taxe sera susceptible de varier à l'intérieur de chaque lot, dans les limites annuelles suivantes :

Lot n° 1 :	15 000 € HT (minimum) / 23 000 € HT (maximum)
Lot n° 2 :	8 000 € HT (") / 13 000 € HT (")
Lot n° 3 :	10 000 € HT (") / 18 000 € HT (")
Lot n° 4 :	8 500 € HT (") / 12 000 € HT (")
Lot n° 5 :	45 000 € HT (") / 54 000 € HT (")
Lot n° 6 :	37 500 € HT (") / 43 000 € HT (")
Lot n° 7 :	23 000 € HT (") / 30 000 € HT (")
Lot n° 8 :	32 000 € HT (") / 40 000 € HT (")
Lot n° 9 :	7 000 € HT (") / 14 000 € HT (")
Lot n° 10 :	3 500 € HT (") / 6 000 € HT (")

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 – Classification CPV

Classification CPV : 03000000-1 ; 15130000-8 ; 15300000-1.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Délais de livraison

Les livraisons seront effectuées :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Livraisons</i>
1	Viande fraîche de bœuf, de veau	Selon les besoins
2	Viande fraîche de porc, d'agneau	Selon les besoins
3	Charcuterie.	2 jours par semaine
4	Volailles fraîches.	Selon les besoins
5	Surgelés.	1 à 2 fois par semaine
6	Epicerie.	1 fois par quinzaine
7	Fruits et légumes frais, 4 ^{ème} et 5 ^{ème} gamme	2 jours par semaine
8	Produits laitiers et ovoproduits.	2 jours par semaine
9	Produits laitiers issus de l'agriculture biologique.	Selon les besoins
10	Glaces bio.	Selon les besoins

2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante, ni prestation supplémentaire ou alternative n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Les devis quantitatifs estimatifs valant bordereaux des prix
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

Obtention du dossier

> Procédure de présentation par voie papier

Le dossier d'appel d'offres est à retirer à la Ville de Guipavas, Bureau des Services Marchés Publics, place Saint Eloi. Il est remis à chaque candidat qui en fait la demande écrite.

> Procédure de présentation par voie électronique

Le dossier de consultation des entreprises peut également être téléchargé sur les sites :

<https://www.e-megalisbretagne.org/> et <https://www.mairie-guipavas.bzh>

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, **datées et signées par eux dans une seule enveloppe** (articles 48 à 54 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016) :

Pièces de la candidature :

Les déclarations ou attestations sur l'honneur

- > Déclaration du candidat (imprimés DC1 ou DC2 et DC6) dûment complétée.
- > Une adresse électronique valide et régulièrement consultée.

- > Déclaration sur l'honneur, justifiant d'avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant
- > Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- > Déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction à concourir.
- > Documents ou attestations figurant à l'article D8222-7 du code du travail.
- > Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail.

Les références et capacité de leur entreprise :

- > Attestation d'assurance RC
- > Attestation d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil
- > Carte de qualification professionnelle souhaitée
- > **Références récentes (> 2015) sur les principales fournitures livrées**
- > Moyens en personnel et en matériel devant être mis en œuvre pour l'exécution du présent marché

L'usage des formulaires existants (déclaration du candidat DC 1, DC 2, DC 6) n'est pas obligatoire, mais facilite grandement la présentation des candidatures.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 3 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Les candidats sont invités à répondre, en ligne, via le formulaire « MPS », à compléter sur la plateforme : <https://www.e-megalisbretagne.org>

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant **impérativement** :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé

- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Les bordereaux des prix unitaires
- Un mémoire technique détaillé indiquant les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations (un par lot) : **pièce obligatoire à joindre à l'offre**. L'absence de ce mémoire entraînera le rejet de l'offre, qui sera déclarée irrégulière.
Pour les lots 1, 2, 4 et 7 le mémoire technique joint est imposé.

Echantillonnage pour la comparaison des offres

La commune de Guipavas se réserve le droit de demander des échantillons aux candidats. Les échantillons demandés sont signalés par un astérisque dans les bordereaux des prix unitaires. Ils devront parvenir à la cuisine de l'école élémentaire Louis Pergaud, située 27 rue Saint Thudon, 29490 GUIPAVAS pour **le lundi 25 juin 2018 avant 10h00.**

Les produits échantillonnés feront l'objet d'une préparation en situation comparable à un service pour dégustation et évaluation selon les critères prévus dans l'article 5 du présent règlement.

Pour assurer leur fiabilité, ces échantillons seront livrés en unités de conditionnement d'origine, fermés et comportant toutes les mentions légales d'identification du produit ainsi que le nom du fournisseur et le numéro de lot.

Les échantillons ne peuvent donner lieu à facturation. Cependant, lorsque ces demandes impliquent un investissement significatif pour les candidats, ils pourront demander à être indemnisés. Ils devront cependant en informer au préalable la collectivité.

Le défaut de présentation d'échantillons sollicités par la commune de Guipavas expose le candidat à une appréciation défavorable de son offre.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Il sera procédé dans un premier temps, à l'examen des candidatures recevables du point de vue de la situation administrative, puis des capacités professionnelles et financières des candidats. Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59, 60 et 62 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

L'attention est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<u>pour les lots 1, 2, 3, 4, 8, 9 et 10 :</u>	
Critères et sous-critères	Pondération
Critère prix : Montant HT du Détail Quantitatif Estimatif	40%
Les prix unitaires mentionnés au bordereau des prix	30%
Le rabais consenti par le candidat sur l'ensemble des fournitures non référencées aux bordereaux des prix	10%
Critère qualité des produits et valeur technique	30%
Qualité nutritionnelle, gustative répondant aux obligations et/ou recommandations en vigueur, fraîcheur des produits...	15%
Conditions de réalisation des prestations/analyse des documents techniques (livraison, délais, traçabilité...)	15%
Critère Performance en matière de développement durable – Evaluation des circuits courts (distance parcourue en nombre d'intermédiaires, stockage, organisation des livraisons...)	30%

Modalités du calcul de notation pour les lots 1, 2, 3, 4, 8, 9 et 10 :

1) Le calcul de la note de prix sera le suivant :

Le prix de la prestation, noté sur 8 (40 % de 20), est jugé à partir du prix total tel que calculé dans le bordereau des prix (noté sur 6) et de la remise consentie sur les produits non référencés au bordereau des prix (notée sur 2) avec :

- Pour le montant du bordereau des prix, il sera attribué une note calculée ainsi :

$$(\text{montant du moins disant} / \text{montant offre analysée}) \times 6$$
 Le moins-disant se verra attribuer la note de 6.
- Pour la remise sur les produits non référencés, il sera attribué une note calculée ainsi :

$$(\text{remise offre analysée} / \text{remise la plus élevée}) \times 2$$
 Le candidat ayant effectué la remise la plus élevée se verra attribuer la note de 2.

Le bordereau des prix est un document destiné à permettre la comparaison des offres. Il n'est donné qu'à titre indicatif et est destiné à servir pour le jugement des offres. Il ne préjuge en rien des quantités réelles qui pourront être commandées.

2) Le calcul de la note technique sera le suivant :

La valeur technique notée sur 6 (30 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique indiquant les points suivants :

- La qualité nutritionnelle, gustative, et la fraîcheur des produits : 3 points ;
- Les conditions de réalisation des prestations : 3 points.

3) Le calcul de la note performance en matière de développement durable sera le suivant :

La valeur « développement durable » notée sur 6 (30 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique indiquant les points suivants :

- La mise en place de solutions environnementales (moyens de passation des commandes afin de limiter l'usage de papier, limitation des emballages, distance parcourue en nombres d'intermédiaires, stockage, organisation des livraisons) : 6 points.

Calcul de la note finale (Lots 1, 2, 3, 4, 8, 9 et 10) :

L'ensemble est noté sur 20 maximum, décomposé comme suit :

Note de 8 maximum pour le prix (40 % de 20)

Note de 6 maximum pour la valeur technique (30 % de 20)

Note de 6 maximum pour la performance en matière de développement durable (30 % de 20)

<u>pour les lots 5 et 6 :</u>	
Critères et sous-critères	Pondération
Critère prix : Montant HT du Détail Quantitatif Estimatif	40%
Les prix unitaires mentionnés au bordereau des prix	30%
Le rabais consenti par le candidat sur l'ensemble des fournitures non référencées aux bordereaux des prix.	10%
Critère qualité des produits et valeur technique	40%
Qualité nutritionnelle, gustative répondant aux obligations et/ou recommandations en vigueur, fraîcheur des produits...	20%
Conditions de réalisation des prestations/analyse des documents techniques (livraison, délais, traçabilité...)	20%
Critère Performance en matière de développement durable – Evaluation des circuits courts (distance parcourue en nombre d'intermédiaires, stockage, organisation des livraisons...).	20%

Modalités du calcul de notation pour les lots 5 et 6 :

1) Le calcul de la note de prix sera le suivant :

Le prix de la prestation, noté sur 8 (40 % de 20), est jugé à partir du prix total tel que calculé dans le bordereau des prix (noté sur 6) et de la remise consentie sur les produits non référencés au bordereau des prix (notée sur 2) avec :

- Pour le montant du bordereau des prix, il sera attribué une note calculée ainsi :
$$(\text{montant du moins disant} / \text{montant offre analysée}) \times 6$$

Le moins-disant se verra attribuer la note de 6.
- Pour la remise sur les produits non référencés, il sera attribué une note calculée ainsi :
$$(\text{remise offre analysée} / \text{remise la plus élevée}) \times 2$$

Le candidat ayant effectué la remise la plus élevée se verra attribuer la note de 2.

Le bordereau des prix est un document destiné à permettre la comparaison des offres. Il n'est donné qu'à titre indicatif et est destiné à servir pour le jugement des offres. Il ne préjuge en rien des quantités réelles qui pourront être commandées.

2) Le calcul de la note technique sera le suivant :

La valeur technique notée sur 8 (40 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique indiquant les points suivants :

- La qualité nutritionnelle, gustative, et la fraîcheur des produits : 4 *points* ;
- Les conditions de réalisation des prestations : 4 *points*.

3) Le calcul de la note performance en matière de développement durable sera le suivant :

La valeur « développement durable » notée sur 4 (20 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique indiquant les points suivants :

- La mise en place de solutions environnementales (moyens de passation des commandes afin de limiter l'usage de papier, limitation des emballages, distance parcourue en nombre d'intermédiaires, stockage, organisation des livraisons) : 4 *points*.

Calcul de la note finale (Lots 5 et 6) :

L'ensemble est noté sur 20 maximum, décomposé comme suit :

Note de 8 maximum pour le prix (40 % de 20)

Note de 8 maximum pour la valeur technique (40 % de 20)

Note de 4 maximum pour la performance en matière de développement durable (20 % de 20)

<u>pour le lot 7 :</u>	
Critères et sous-critères	Pondération
Critère prix : Montant HT du Détail Quantitatif Estimatif	30%
Les prix unitaires mentionnés au bordereau des prix	30%
Critère qualité des produits et valeur technique	30%
Qualité nutritionnelle, gustative répondant aux obligations et/ou recommandations en vigueur, fraîcheur des produits...	15%
Conditions de réalisation des prestations/analyse des documents techniques (livraison, délais, traçabilité...)	15%
Critère Performance en matière de développement durable – Evaluation des circuits courts (distance parcourue en nombre d’intermédiaires, transports empreinte carbone...).	30%
Critère accompagnement : Ateliers pédagogiques (animations, sensibilisation des convives...)	10%

Modalités du calcul de notation pour le lot 7 :

1) Le calcul de la note de prix sera le suivant :

Le prix de la prestation, noté sur 6 (30 % de 20), est jugé à partir du prix total tel que calculé dans le bordereau des prix avec :

$$(\text{montant du moins disant} / \text{montant offre analysée}) \times 6$$

Le moins-disant se verra attribuer la note de 6.

Le bordereau des prix est un document destiné à permettre la comparaison des offres. Il n'est donné qu'à titre indicatif et est destiné à servir pour le jugement des offres. Il ne préjuge en rien des quantités réelles qui pourront être commandées.

2) Le calcul de la note technique sera le suivant :

La valeur technique notée sur 6 (30 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique indiquant les points suivants :

- La qualité nutritionnelle, gustative, et la fraîcheur des produits : *3 points* ;
- Les conditions de réalisation des prestations : *3 points*.

3) Le calcul de la note performance en matière de développement durable sera le suivant :

La valeur « développement durable » notée sur 6 (30 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique indiquant les points suivants :

- La mise en place de solutions environnementales (moyens de passation des commandes afin de limiter l'usage de papier, limitation des emballages, distance parcourue en nombres d'intermédiaires, stockage, organisation des livraisons) : 6 *points*.

4) Le calcul de la note critère accompagnement sera le suivant :

La valeur « accompagnement Ateliers pédagogiques » notée sur 2 (10 % de 20) est appréciée au vu de la présentation d'un mémoire technique précisant le contenu et les modalités des animations pouvant être proposées (patrimoine culinaire/thèmes...) : 2 *points*.

Calcul de la note finale (Lot 7) :

L'ensemble est noté sur 20 maximum, décomposé comme suit :

Note de 6 maximum pour le prix (30 % de 20)

Note de 6 maximum pour la valeur technique (30 % de 20)

Note de 6 maximum pour la performance en matière de développement durable (30 % de 20)

Note de 2 maximum pour l'accompagnement d'ateliers pédagogiques (10 % de 20).

Choix du titulaire :

Le candidat désigné par arrêté de Monsieur le Maire, pris par délégation du Conseil Municipal, disposera d'un délai maximum de 10 jours francs à compter de la réception du recommandé avec accusé de réception l'informant que son offre est retenue, pour fournir à la collectivité l'ensemble des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales qui lui incombent.

A défaut de la fourniture de ces certificats dans le délai indiqué ci-dessus, son offre pourra être rejetée par la collectivité sans mise en demeure. Le candidat classé second par la Commission d'Appel d'Offres pourra se voir attribuer le marché, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Les offres adressées à :

Monsieur le Maire de GUIPAVAS
Mairie – Place Saint Eloi
29490 GUIPAVAS

" Fourniture de denrées alimentaires pour la restauration collective »

« lot n° »

devront :

- soit être remises directement, contre récépissé, à la Mairie de Guipavas, bureau des Marchés Publics, **le 8 juin 2018 à 12h00**, dernier délai.
- soit être envoyées par la poste à l'adresse sus-indiquée, par pli recommandé, avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites visées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Les offres seront présentées sous pli cacheté.

La date limite de réception des offres est fixée au : 8 juin 2018, 12h00

6.2 – Transmission par voie électronique

Les dossiers arrivés après les date et heure limites mentionnées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, pourront ne pas être examinés.

Les candidats sont autorisés à transmettre leurs candidatures et leurs offres par voie électronique (art. 43 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art 39 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Elles devront alors être déposées selon les modalités dématérialisées définies ci-dessous avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document à l'adresse internet suivante : <https://www.e-megalisbretagne.org/>

Les documents constituant les réponses transmises par voie électronique pourront être signés électroniquement, conformément à la directive européenne 1999/93/CE, au décret 2001-272 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 à 1316-4 du Code Civil.

Le certificat électronique utilisé pour ces signatures doit être reconnu par la procédure électronique et détenu par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation.

Un **nouvel arrêté publié le 15 juin 2012**, applicable depuis le 1^{er} octobre 2012, vient préciser les conditions dans lesquelles la signature électronique des marchés publics dématérialisés doit s'effectuer, en terme de catégories de certificats électroniques et de formats de signature électronique.

Depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats RGS sont acceptés. Les formats de signature électronique acceptés sont : **XAdES, PAdES, CAAdES**.

Pour de plus amples renseignements sur les signatures électroniques, consulter :

- Téléprocédure : utilisation de certificats numériques
- Adresse : http://www.finances.gouv.fr/dematerialisation_icp/dematerialisation_declar.htm
- Article : les familles de certificats référencées

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

Renseignements d'ordre technique

M. Sébastien BIVILLE
Directeur du pôle vie sociale
Téléphone : 02.29.32.73.29
Email : sebastien.biville@mairie-guipavas.fr

Renseignements d'ordre administratif

MAIRIE de GUIPAVAS
Service Marchés Publics
Téléphone : 02.98.84.18.16
Télécopie : 02.98.84.80.27

Article 8 : Voies de recours

> Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte - 35000 Rennes.
Tél. 02.23.21.28.28 / Télécopieur : 02.99.63.56.84

> Organe chargé des procédures de médiation :

Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au marchés publics –
6 quai Ceineray – B.P. 33515 – 44035 Nantes.
Tél. : 02.40.08.64.33

> Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffes du Tribunal administratif de Rennes.